



HAL
open science

Le jeu de langage de la science économique et sa performativité: A propos du débat sur l'involontarité du chômage

Christophe Laviaille

► To cite this version:

Christophe Laviaille. Le jeu de langage de la science économique et sa performativité: A propos du débat sur l'involontarité du chômage . 2014. halshs-01203764

HAL Id: halshs-01203764

<https://shs.hal.science/halshs-01203764>

Preprint submitted on 23 Sep 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



LÉO
Laboratoire
d'Économie
d'Orléans

Unité Mixte de Recherche
n° 7322 du CNRS

Document de Recherche

n° 2014-08

**« Le jeu de langage de la science économique et sa
performativité :
A propos du débat sur l'involontarité du chômage »**

Christophe LAVIALLE

Le jeu de langage de la science économique et sa performativité :
A propos du débat sur l'involontarité du chômage

The language-game of economics and its performativity:
About the debate on the involuntary character of unemployment

Lavialle Christophe
Université d'Orléans, CNRS, Laboratoire d'Économie d'Orléans^α

Résumé

Le papier revient sur le débat autour du concept de chômage involontaire, et de son acceptabilité au sein de la science économique. Il montre que ce débat, tel qu'il a été recensé par De Vroey, et qui oppose fondamentalement Keynes et Lucas, renvoie à une série de questions épistémologiques sur le fonctionnement du langage de la science économique, et sa capacité à véhiculer de la connaissance. Ces questions relèvent, en amont de l'ancrage du langage dans le « réel » (de la manière dont le « réel » se révèle au scientifique), puis des limites éventuelles que le langage formel impose à notre intelligence du monde. Nous montrons alors que le discours canonique se fait orthodoxie lorsque, au nom de la primauté du langage, il revendique de ne pas faire place à des éléments dont l'intuition suggère qu'ils sont des éléments importants de la réalité des économies contemporaines, et qui apparaissent évidents dans le langage de l'homme ordinaire. Il semble finalement que les deux postures épistémologiques auxquelles ce débat renvoie, peuvent être arbitrées en prenant en compte la question centrale, en aval du langage, de la performativité du discours de la science économique et de l'efficacité pratique des politiques publiques que ses énoncés inspirent.

Mots clés : performativité, jeux de langage, chômage involontaire, Keynes, Lucas

Codes JEL : B2, B41.

Abstract

The paper renews the debate on the concept of involuntary unemployment, and its acceptability within economics. We claim that this debate, identified by De Vroey, which fundamentally opposed Keynes and Lucas, refers to a set of epistemological issues in relation to the performance of the language of economics and its ability to convey knowledge. These matters primarily relate to the links between language and reality (the way the reality reveals itself), as well as the possible limits that the formal language implies on our understanding of the world. We show that the canonical speech becomes orthodoxy when it puts aside ideas whose intuition nonetheless suggests that they are important elements of contemporary economies' reality, and that appear clearly in the language of the common man. It finally seems that the two epistemological positions opposed in this debate can be arbitrated by taking into account the central issue of the performativity of economic speech, and the effectiveness of the resulting public policies.

Keywords : performativity, language-games, involuntary unemployment, Keynes, Lucas

Codes JEL : B2, B41.

^α Université d'Orléans, CNRS, LEO, UMR 7322, Collegium Droit, Économie, Gestion
Rue de Blois, BP 26739, F45067 Orléans Cedex 2 – France
Christophe.Lavialle@univ-orleans.fr

INTRODUCTION

L'article part d'une conviction : la crise économique et financière ne peut qu'interroger la nature du savoir produit par les économistes, probablement son efficacité pratique, en tous les cas son rapport général au pouvoir politique et à l'action publique.

Pour que cette interrogation soit le fait des économistes eux-mêmes, il faut donc les inviter à un exercice salutaire de « réflexivité » sur la portée, positive, normative et pratique de leur discours.

Il faut donc qu'ils puissent s'interroger sur leur capacité à connaître, juger et transformer le « réel » économique.

Or leur connaissance particulière est, comme toute forme de connaissance, médiatisée par le langage (ici formel, académique, savant) qui la met en forme. C'est le langage qui, d'une manière générale permet à ce qui *est* d'exister, qui permet de penser le réel, et conséquemment d'y revenir par l'action.

Quelles conséquences a cette mise à distance imposée par le langage ? Comment la connaissance s'enracine-t-elle dans le réel ? En particulier quel rôle doit-on conférer à l'intuition, à la perception (des objets élémentaires) et à leur traduction dans les termes du langage ordinaire pour la constitution du langage formel ? Quelle autonomie le langage formel peut-il finalement acquérir ? La science économique peut-elle se décliner en savoirs purs et autonomes ?

Comment alors, en aval, composer avec l'éventuelle performativité des énoncés de la théorie économique ? Comment s'effectue le retour au réel au travers de l'action pratique ?

Il est un thème qui permet d'illustrer ce propos et l'ensemble des interrogations soulevées, c'est celui du concept de chômage involontaire.

D'une part parce que le chômage comme « fait » est au cœur de la crise économique et semble révéler tout particulièrement la perte d'efficacité pratique de la science économique. D'autre part parce que le débat de politique économique, en l'occurrence de politique macro-économique, se structure depuis l'origine autour de l'enjeu qu'est l'analyse du phénomène du sous-emploi et de l'identification conséquente des remèdes à y apporter.

La macroéconomie s'est en effet constituée, dans les années 1930, autour de la construction progressive de la notion de chômage, et plus spécifiquement à partir de la volonté, poursuivie par Keynes dans la *Théorie Générale*, de faire place au concept de chômage *involontaire* pour mieux en souligner, précisément les déterminants macro-économiques.

Si l'on suit Michel de Vroey (2004), cette quête, consubstantielle à l'émergence de la macroéconomie, s'achèverait chez Lucas et dans les travaux de la Nouvelle École Classique par le constat de l'impossibilité de fonder d'une manière méthodologiquement correcte (au regard des règles de syntaxe logique du langage académique) ce concept, finalement étranger au champ lexical d'une abstraction entièrement fondée sur le postulat de volontarité des actions individuelles.

Au final, la proposition de De Vroey est, suivant Lucas, de renoncer à ce concept tout en affirmant que :

- dire que pour la théorie économique, le chômage « involontaire » *n'existe* pas ne veut pas dire qu'il *n'est* pas, et n'ôte rien à la pertinence éventuelle de l'intuition de son caractère involontaire, et au caractère finalement pléonasmique de ce qualificatif pour le langage ordinaire.
- reconnaître (affirmer) que pour le langage formel (académique), il doit nécessairement y avoir un élément volontaire dans toute situation de chômage, et qu'il ne peut exister qu'une forme de chômage (frictionnel) dont on ne peut démêler l'écheveau n'implique pas que le langage ordinaire doive nécessairement traduire et intégrer cette idée.

En bref, De Vroey reconnaît la légitimité de Lucas à affirmer et revendiquer une autonomie du langage formel de la science (économique) à la fois vis-à-vis de la perception phénoménologique du monde, et de sa traduction dans les termes du langage ordinaire.

Une telle position interroge sur la portée conférée au langage et, en aval semble faire peu de cas de la question du retour au réel, de l'efficacité pratique attendue des énoncés de la science, et de leur performativité.

En l'occurrence, dans l'architecture de politique économique qui s'est imposée depuis le milieu des

années 1980, tout particulièrement en Europe, la politique de lutte contre le chômage de masse s'est trouvée subordonnée au respect des grands équilibres macroéconomiques, et «réduite» à la mise en œuvre, dans un cadre national contraint, de «politiques d'emploi» entendues comme des politiques de réforme institutionnelle des marchés du travail, articulées à une révision générale des politiques sociales. Pour le dire d'une autre manière, le chômage a cessé d'être considéré comme un phénomène macroéconomique, révélant un dysfonctionnement global du système économique «de marché», et nécessitant la mise en œuvre d'un *policy mix* macroéconomique. Revenant à une posture pré-keynésienne, il est de nouveau analysé comme le témoignage du dysfonctionnement particulier du seul marché du travail, dont l'apurement serait obéré par l'imperfection de la concurrence et les désincitations induites par les protections sociales (il est un chômage *structurel*, dont il n'est pas possible de caractériser le caractère volontaire/involontaire).

Ce basculement des politiques, qui témoigne d'une «déconstruction de la catégorie de chômage»¹ semble difficilement ne pas devoir être rapproché de ce que l'on a pu appeler la «contre-révolution» (néo)libérale en macroéconomie, et est inscrit en germe, dans le domaine de l'analyse économique, dès la fin des années 1960, dans les travaux de Milton Friedman sur la critique des fondements de la courbe de Phillips et au travers de la production du concept de «taux de chômage naturel»².

L'objectif de cet article est de revenir sur ce débat Keynes/Lucas autour du concept de chômage «involontaire», et de s'efforcer de faire le lien entre les avatars subis par ce concept dans le champ analytique et l'inflexion des politiques sociales.

Une première section revient sur le contenu du débat autour du concept de chômage involontaire.

La deuxième section renvoie Keynes et Lucas à deux postures épistémologiques alternatives. L'une, dans une logique «néo-positiviste», plaide pour l'autonomie des langages formels, conçus comme de purs instruments de communication, et dont il faut dénoncer les mésusages, tout ce qui ne peut être dit devant être tu³. L'autre insiste au contraire sur le caractère contingent des «jeux de langage», dont il faut révéler le caractère conventionnel et l'obstacle qu'ils peuvent devenir à l'intelligence du monde, notamment lorsqu'il sont incapables de faire place à «l'intuition» de ce qui est (de la «chose en soi», pour prendre une expression kantienne).

Cette deuxième section interroge finalement le postulat avancé par Michel De Vroey, dans une posture très «lucasienne», selon lequel la production de paraboles théoriques dans le monde de l'analyse pourrait se faire sans conséquence sur l'orientation des politiques publiques (action sur le concret). Elle plaide en faveur de la position inverse, consistant à prendre acte du caractère performatif des discours théoriques⁴, des concepts qu'ils produisent (ou déconstruisent), de la rhétorique qu'ils développent. L'acte de connaissance peut alors prendre en considération, dans une posture pragmatiste, l'efficacité pratique des énoncés comme critère de jugement et d'arbitrage entre postures analytiques opposées.

1 LE DEBAT SUR LE CONCEPT DE CHÔMAGE INVOLONTAIRE...

Notre point de départ est le constat du progressif abandon, par les théoriciens, à la suite du «renouveau libéral» en économie (porté notamment par la nouvelle économie classique), du concept de chômage involontaire⁵. La question est de savoir si cette dilution résulte d'un défaut de la théorie économique (qui ne saurait, à tort, rendre compte de ce concept), ou bien si elle découle d'un défaut du concept lui-même, qui, contradictoire avec les règles du langage théorique, perdrait tout utilité dès lors que l'on

1 Gautié (2002).

2 Laviolle (2007).

3 Pour paraphraser le dernier aphorisme (le septième) du *Tractatus Logico-Philosophicus* de Wittgenstein (Wovon man nicht sprechen kann, darüber muß man schweigen (*Sur ce dont on ne peut parler, il faut garder le silence*)) : cf. Wittgenstein (1922)

4 Cf. Muniesa & Callon (2009).

5 «To date the opponents of the introduction of the involuntary unemployment concept in economic theory have had the upper hand. [even the new Keynesian economists agreed to wage the battle on the field decided by the new classicists, and] still claiming that the functioning of the market system could be beset by market failures, they gradually ceased to put the defence of involuntary unemployment at the top of the agenda, thereby implicitly giving in to the lucasian criticism that theoretical conversations would lose nothing by dispensing with it» (De Vroey (2005), p. 2)

passé du langage «commun» au langage «savant»⁶ :

«Is the gradual demise of this concept a manifestation of some inner defect in economic theory or is it due to some intrinsic weakness in the concept itself, which limits its usefulness when it comes to economic theorising?» (De Vroey, 2005, p.1)⁷.

Au final la question posée est de savoir si le concept de chômage involontaire doit être conservé, en raison, sinon de sa pertinence «empirique», en tous les cas de l'intuition qu'il est une «réalité»⁸ (et il faut alors continuer de s'interroger sur la manière de faire une place à ce concept dans la théorie économique, de le *dire* dans le cadre du langage savant (formel)), ou être abandonné en raison du constat de ce qui serait une difficulté rédhibitoire à l'intégrer à un langage qui, par construction, l'exclut⁹. Plus fondamentalement, c'est donc une question épistémologique essentielle qui est ici soulevée, qui est celle de la pertinence empirique des discours théoriques, et plus spécifiquement des rapports entre langage ordinaire, intuition et perception d'une part, langage savant, formel et paraboles théoriques, de l'autre. C'est cette question que nous souhaitons placer au cœur de cet article.

Nous suivrons, dans la suite de cette section, la démonstration de Michel de Vroey, pour bien souligner nos points d'accord quant à l'interprétation qu'il est possible de faire de la démarche de Keynes et des résultats de ses épigones, et mettre en lumière, à l'inverse, les points sur lesquels nous divergeons.

1.1 Le programme de Keynes : du chômage involontaire au chômage involontaire « au sens strict du terme »

Précisément Michel de Vroey rappelle que le programme de recherches de Keynes, dans la *Théorie générale*, est bien de faire une place, dans le langage théorique, à la notion de chômage *involontaire*, dont l'existence serait *un fait*¹⁰ :

«Keynes's aim in the General Theory was to provide a theory of the existence of involuntary unemployment. This, he recognised, was a phenomenon whose real-world existence was self-evident, but for which no place existed within economic theory. Bridging this gulf was the task he set himself» (De Vroey (2005), , p.3)

En l'occurrence, cette quête d'une théorie du chômage involontaire concerne bien le concept défini dans un sens précis, de chômage «involontaire au sens strict» qu'évoque Keynes dans le chapitre 2 de la *Théorie Générale*, c'est-à-dire correspondant à la violation du principe du salaire de réservation (témoignant d'un déséquilibre individuel):

«Il nous faut maintenant définir la troisième catégorie de chômage, c'est-à-dire le chômage involontaire au sens strict du mot [...]. Cette définition sera donc la suivante: Il existe des chômeurs involontaires si, en cas d'une légère hausse du prix des biens de consommation ouvrière par rapport aux salaires nominaux, l'offre

6 Pour reprendre l'opposition à laquelle fait référence Favereau (2005)

7 Bien que la référence complète de la démarche de Michel De Vroey se trouve dans l'ouvrage publié en 2004 chez Routledge (*Involuntary Unemployment: the elusive quest for a theory*), nous nous baserons dans cet article sur la lecture de son article de 2005, lequel se présente comme une synthèse des positions exprimées par l'auteur: «I have recently published a book which attempts to answer this question, and my aim in this paper is to present its main results» (p.1)

8 Ce qui, on peut le penser avec Michel de Vroey, est la position de la plupart des auteurs keynésiens. De John Keynes, lui-même : «Si la théorie classique n'est applicable qu'au cas du plein emploi, il est évidemment trompeur de l'appliquer au problème du chômage involontaire, à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le nierait?)» (Keynes (1936), 1982, p.42, mes italiques), à Olson : «Only a madman – or an economist with both 'trained incapacity' and doctrinal passion – could deny the reality of involuntary unemployments» (Olson (1982), p.195, cité par De Vroey (2005), p.1, mes italiques), ou Carl Shapiro et Joseph Stiglitz: «To us, involuntary unemployment is a real and important phenomenon with grave social consequences that needs to be explained and understood» (Shapiro & Stiglitz (1985), p.1217, mes italiques)

9 «Involuntary unemployment is not a fact or a phenomenon which it is the task of theorists to explain...» (Robert Lucas (1981), p. 243, cite par De Vroey (2005), p.2)

10 Reprenons et complétons la citation de Keynes rappelée à la note 6: «Si la théorie classique n'est applicable qu'au cas du plein emploi, il est évidemment trompeur de l'appliquer au problème du chômage involontaire, à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le nierait?). Il est indispensable [...] qu'on élabore le comportement d'un système où le chômage involontaire au sens strict du mot est possible.» (Keynes, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, p. 42).

globale de main d'œuvre disposée à travailler aux conditions courantes de salaire et la demande globale de main d'œuvre aux mêmes conditions s'établissent toutes deux au-dessus du niveau antérieur de l'emploi. [...] De cette définition il résulte que l'égalité du salaire réel et de la désutilité marginale de l'emploi [...] correspond lorsqu'elle est interprétée dans le monde réel à l'absence de chômage «involontaire». C'est cet état des affaires, lequel n'exclut ni le chômage «de frottement», ni le chômage «volontaire» que nous appellerons le «plein emploi». (Keynes (1936), 1982, p.41)

Comme le souligne à juste raison Michel de Vroey, cette définition du chômage involontaire le distingue tout à la fois du «sous emploi» (chômage d'équilibre), et de tout type de chômage qui serait, d'une manière ou d'une autre «volontairement» involontaire¹¹ :

«Il est clair qu'un état de chômage «involontaire» ne signifie pas pour nous la simple existence d'une capacité de travail non entièrement utilisée. Une journée de travail de huit heures ne constitue pas du chômage du seul fait qu'il n'est pas au-dessus de la capacité humaine de travailler dix heures. Nous ne devons pas considérer non plus comme chômage involontaire le refus de travail d'une corporation ouvrière qui aime mieux ne pas travailler au-dessous d'une certaine rémunération réelle. De notre définition du chômage «involontaire», il convient aussi d'exclure le chômage «de frottement». (Ibid.)

Par ailleurs, la conception de Keynes du caractère involontaire du chômage implique: (a) que la rigidité des salaires n'est pour rien dans son existence et sa persistance, (b) pas plus d'ailleurs que l'imperfection de la concurrence¹². Pour cette raison, (c) le concept de CI ne peut donc trouver sa place que dans le cadre d'un modèle d'interdépendance générale des marchés, tant il est vrai que la nature *involontaire* du chômage ne saurait être fondée dans un contexte d'équilibre *partiel*, où elle ne peut renvoyer logiquement qu'à la présence de rigidités réelles du salaire; (d) le caractère involontaire du chômage renvoie donc à l'idée d'un dysfonctionnement *global* du système économique (difficultés de coordination d'un système décentralisé), lequel implique à son tour comme remède l'intervention *globale* (re-centralisatrice) de l'État sous forme de l'utilisation discrétionnaire des politiques macro-économiques (et en l'occurrence de stimulation de la demande).

Il s'agit donc de *démontrer l'existence* d'un tel phénomène, i.e. de faire une place au concept de chômage involontaire dans la théorie économique: il s'agit de *penser* le chômage involontaire, et donc de s'interroger sur la capacité de le *dire* dans le cadre du langage formel de la théorie économique moderne:

«[...] à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le nierait?) [...] il est indispensable qu'on élabore le comportement d'un système où le chômage involontaire au sens strict du mot est possible» (Keynes (1936), 1982, p.42)

1.2 ...et son impossible traduction dans les termes du langage académique (la critique lucasienne)

11 Ainsi le chômage «involontaire *ex post*», mais qui résulte *ex ante* d'un choix volontaire, tel le chômage produit dans les modèles de «contrat implicite» à la Azariadis (1975): «These models relinquish the individual disequilibrium aim by giving involuntary unemployment the milder meaning of a state where the unemployed are frustrated and jealous of the employed. The unemployed are in a state of individual equilibrium since employment is distributed through a lottery in which agents find it optimal to participate, even at the risk of ending up unemployed» (De Vroey (2005), p.15) ; tel celui produit dans les modèles de «salaire d'efficacité» à la Shapiro & Stiglitz (1984): le chômage est là aussi involontaire *ex post*, mais résulte bien d'un comportement (potentiel) de l'offreur de travail (tire au flanc), producteur d'une «rigidité» réelle endogène. La solution au chômage ne se trouve d'ailleurs pas dans une stimulation de la demande globale, et, au-delà, «unemployment is not a problem in need of a solution. Instead it is the solution to a problem, namely shirking» (Ibid.); tel aussi, le chômage résultant d'un refus d'une «corporation» ouvrière de travailler en –dessous d'un certain niveau de salaire réel, qui là aussi, s'il peut-être *ex post* vécu comme «involontaire» individuellement, résulte d'un comportement collectif de l'offreur de travail.

12 Tous les chômeurs évoqués à la note précédente déterminent un chômage d'équilibre en concurrence imparfaite (ce qui est désormais présenté comme un équilibre WS/PS du marché du travail). Pour résumer, le chômage «involontaire au sens strict» se définit donc comme un chômage «en excès» par rapport au chômage d'équilibre. Il ne peut donc être résolu par des actions visant à améliorer la concurrence sur le marché du travail. Plus généralement, il ne relève pas de politiques microéconomiques. Il peut finalement se définir comme un chômage de concurrence pure et parfaite (toute autre source de chômage ayant alors disparue). Michel de Vroey rappelle à juste raison que Keynes situe ainsi explicitement la révolution qu'il inaugure en marge d'une autre, qui se déroule devant ses yeux et est animée par ses proches, qui est celle de la concurrence imparfaite.

Pour ce faire, nous dit Michel de Vroey «this programme had to be realised in a methodologically correct way, that is, by departing from the canonical neoclassical model as little as possible»¹³. Il me semble que la démarche de Keynes est plus radicale que cela. Il ne s'agit pas de s'éloigner le moins possible du modèle canonique. Il s'agit, pour des raisons de «pragmatique» que j'ai déjà exposées¹⁴, de ne pas faire table rase du langage canonique, mais de rechercher, dans une démarche de logique formelle, l'hypothèse *minimale* (mais qui s'avère alors *fondamentale*¹⁵) qu'il convient de lever pour produire le résultat recherché, déplacer la convention constituée autour de l'usage du langage canonique, et invalider la théorie économique (néo) classique en produisant une théorie plus «générale» de l'emploi.

Pour le dire d'une autre manière, l'ambition de Keynes n'est pas de produire un résultat de chômage involontaire *au sein* de la théorie économique néo-classique, mais d'invalider celle-ci au nom de son incapacité à rendre compte d'un phénomène dont l'intuition nous révèle qu'il est *un fait*.

Démontrant l'échec récurrent des tentatives de produire un tel concept dans le cadre de la théorie économique standard, y compris des tentatives des «nouveaux keynésiens»¹⁶, Michel de Vroey s'interroge sur la question de savoir si ce qu'il analyse comme une difficulté rédhibitoire à réaliser le programme de Keynes trouve son origine dans un défaut inhérent de la théorie économique elle-même ou bien dans la faiblesse du concept de chômage involontaire. A cet égard, la position de Michel de Vroey semble ambiguë.

Dans un premier temps, c'est bien un défaut inhérent de la théorie économique qu'il met en évidence: il n'existe pas de place pour le concept de chômage involontaire dans la théorie économique (sous entendu: néo-classique), toute entière construite sur l'idée que les équilibres économiques et sociaux ne sont que la résultante de la mise en cohérence de comportements *volontaires* et *rationnels* (on retrouve l'intuition de Lucas: vouloir produire un concept de chômage *involontaire* dans un tel langage formel relève de la faute de «grammaire»):

«What explains the difficulty of constructing a theory of involuntary unemployment? Is it, as argued by Lucas, that the “thing” to be explained doesn't exist, or is it due to some deeply embedded premise of economic theory? My own view tilts toward the latter. Economic theory is concerned with fictitious parables. The premises upon which it is based have the advantage of allowing tractable, rigorous theorising, but *the price of this is that important facts of life are excluded from the theoretical universe. Non chosen outcomes is one of them.*” (De Vroey (2005),p.18, mes italiques)

Mais cette posture initiale conduit Michel de Vroey à considérer *in fine* que, devant ce constat, c'est le concept même qui révèle sa faiblesse:

«Foregoing the involuntary unemployment claim may look like a high price to pay, particularly if it is admitted that good reasons exist for believing in its real world relevance. *But would its abandonment really be so dramatic? Several arguments suggest that it might not be so.*» (*Ibid.*)

Il faut alors, selon lui, se poser la question de l'opportunité de l'abandon de l'ambition originelle de Keynes,

- D'une part en se posant la question de ce qui est plus particulièrement central dans le message keynésien (le plaidoyer pour le caractère *involontaire* des situations de chômage, ou bien le plaidoyer pour la mobilisation des politiques macroéconomiques de soutien à la demande?):

«The issue at stake is whether the demonstration of involuntary unemployment should have priority over the other points in Keynes's programme once it is admitted that they are in a collision course. To Keynes, *the concept of involuntary unemployment was instrumental in the realisation of a larger cause, namely the denunciation of a system failure and the vindication of state intervention in the economy.* [...] Wanting to defend the involuntary unemployment

13 De Vroey (2005), p.4.

14 Cf. Lavalie (2001).

15 *Ibid.*, p.59, note 71.

16 «My investigation leads me to the conclusion that no model fully succeeds in achieving Keynes's programme [...] How should this result be interpreted? [...] the most plausible explanation is that Keynes's programme is just not feasible.» (De Vroey (2005), p.17).

concept thus amounted to taking a sceptical stance on the virtues of Laissez faire. Similarly, opposition to the idea of involuntary unemployment would stem from supporting Laissez Faire. This is the real issue in the dispute. But this debate does not necessarily need the involuntary unemployment concept. *If this point is accepted, it is not necessary, in the present state of economic theory, to stick too firmly to the view that involuntary unemployment is the sine qua non of Keynesian theory*» (De Vroey (2005), p.20 – 21)

- D'autre part, en prenant argument du principe méthodologique de séparation entre (a) un monde théorique exclusivement producteur de «paraboles» théoriques («a fictitious theoretical world»), et (b) le monde «réel».

«The elimination of this concept would only affect the theoretical sphere. Drawing conclusions from this sphere about the real world would be a mistake. No jumps should be made from the world of theory to the real world, or vice-versa (...) Admittedly, this position makes sense only if it is accepted, as I believe it should be, that a sharp divide must be drawn between the real world and the fictitious theoretical universes» (Ibid., p.20)

Dans un tel contexte, selon Michel de Vroey, ne pas pouvoir parler de chômage involontaire dans la théorie n'implique pas que le chômage involontaire n'existe pas dans la réalité. Inversement, que le caractère involontaire du chômage s'impose (à notre intuition) dans l'observation du monde réel n'implique pas que le chômage involontaire soit une catégorie théorique recevable, ou qu'il convient de fonder à tout prix:

«On the one hand, the real world existence of involuntary unemployment should not be denied merely on the grounds that there is no place for this concept in the theoretical discourse. On the other, the fact that solid arguments can be put forward as to its real world existence is not a sufficient condition to give involuntary unemployment theoretical legitimacy» (Ibid.)

C'est sur ce point précis qu'il convient de discuter. Et les questions de méthode renvoient alors à des questions d'épistémologie.

L'argument central de Michel de Vroey repose sur le postulat (explicite) d'une dichotomie entre le monde théorique et le monde «réel», dichotomie qui conduit (implicitement cette fois) à accepter l'idée que :

- (1) le langage formel pourrait à bon compte s'émanciper du langage «ordinaire», du «sens commun», «de l'intuition»,
- (2) la production de paraboles théoriques dans le monde de l'analyse pourrait se faire sans conséquence sur l'orientation des politiques publiques (action sur le concret).

J'aimerais au contraire plaider ici en faveur de la position inverse, consistant à prendre acte,

- (1) du caractère performatif des discours théoriques, des concepts qu'ils produisent (ou déconstruisent), de la rhétorique qu'ils développent;
- (2) de la légitimité a priori du langage «ordinaire» et des intuitions dans le processus de découverte scientifique.

2 ... RENVOIE À DEUX POSTURES EPISTEMOLOGIQUES ALTERNATIVES

Au risque ce caricaturer, il est possible de renvoyer le débat ci-dessus esquissé à deux postures épistémologiques traditionnellement opposées. Elles s'opposent notamment sur la manière dont le concret se « révèle »¹⁷, puis sur la manière dont il se pense¹⁸.

2.1 Le concret observé : l'accès au réel

2.1.1 Perception des faits bruts...

17 « Il est apparemment de bonne méthode de commencer par le réel et le concret » (Marx, *La méthode de l'économie politique*, 1857)

18 « le concret est concret, parce qu'il est la synthèse de nombreuses déterminations, donc unité de la diversité. C'est pourquoi le concret apparaît dans la pensée comme le procès de la synthèse, comme résultat, et non comme point de départ, encore qu'il soit le véritable point de départ » (Ibid.)

La démarche méthodologique de Lucas renvoie, logiquement, à celle de l'empirisme logique de l'école de Chicago. Pour l'empirisme logique, le réel se révèle sous forme de faits « bruts », de faits « stylisés ». Il s'inscrit ainsi dans la continuation de l'empirisme de Locke et de Hume, pour lesquels le monde sensible, et non la Raison, est le fondement de la connaissance. Alors que pour les rationalistes (on pense à Descartes), la Raison est à la source de la connaissance, et l'homme naît avec certaines idées (innées) présentes dans la conscience et qui précèdent toute expérience du monde sensible, l'empirisme défend au contraire l'idée que nous n'avons aucune conscience des « choses » ou des événements avant de les avoir appréhendés par nos sens¹⁹. En l'occurrence, pour Locke, nos sens permettent de révéler les qualités primaires des choses (idées sensorielles). Ces sensations sont absolument indubitables, et peuvent donc, une fois formulées dans un langage précis, servir à créer des théories scientifiques, qui chercheront à établir logiquement leurs qualités secondaires. Or celles-ci, n'appartenant pas à l'étendue sensible du monde, seront par nature réfutables.

Sur cette base « sensible » révélée par la perception objective des faits bruts, l'empirisme logique renonce à donner des causes aux phénomènes et ne cherche qu'à donner des lois permettant de les décrire et de les prédire en respectant la logique formelle imposée par le langage (scientifique). Pour l'empirisme logique, il n'existe donc pas, comme le prétendait Kant, de jugement synthétique *a priori*. Par conséquent, tout énoncé de connaissance est soit analytique, soit synthétique *a posteriori*, et donc vérifiable par l'expérience. Dès lors, les énoncés éthiques et métaphysiques sont, en tant qu'énoncés prescriptifs et non descriptifs et vérifiables, nécessairement « vides de sens ».

Lucas s'inscrit à l'évidence dans cette filiation. Pour Lucas, le chômage involontaire n'est pas un fait brut, mais une construction intellectuelle, un énoncé métaphysique de qualités secondaires prêtées *a priori* au fait brut, qui est qu'on observe que des agents ne participent pas au marché du travail, tout en déclarant vouloir y participer. L'énoncé : « le chômage est involontaire » peut-être caractérisé comme un énoncé synthétique *a priori*. N'étant ni analytique, ni vérifiable, il est donc « vide de sens » et n'est pas un élément de connaissance. La notion de chômage involontaire n'étant pas la seule rationalisation possible du fait brut constaté, elle est donc réfutable, et ne s'impose pas au théoricien :

« Est-ce la tâche de la théorie économique moderne d'expliquer les constructions théoriques de nos prédécesseurs, qu'il ait été ou non prouvé qu'elles sont fécondes ? J'espère que non, car aucune voie plus stérile ne pourrait être conçue » (Lucas (1978), 1981, p.281)

Si l'idée associative (pour reprendre l'expression de Hume) « chômage + involontaire » entre en contradiction avec le raisonnement logique tel qu'il est cadré par les règles grammaticales du langage formel, alors, il faut dénoncer et réfuter cette idée, cette notion, comme « métaphysique » et vide de sens.

2.1.2 ...ou intuition de la nature de la « chose en soi »

On peut opposer à cette vision « empirico-logique », une vision « kantienne » qui se veut une forme de synthèse entre empirisme et rationalisme. Que l'expérience de nos sens soit à l'origine de toute connaissance, Kant n'en disconvient pas. Mais il ajoute que seule notre Raison possède les conditions requises pour analyser comment nous percevons le monde. La conscience de l'homme n'est donc pas une feuille blanche où s'inscriraient de manière « passive » et « neutre » les impressions de nos sens. C'est au contraire une instance éminemment active, puisque c'est la conscience qui seule permet d'élaborer une conception du fait ressenti. Il existe ainsi des formes *a priori* de la sensibilité, qui nous font par exemple percevoir l'espace, le temps et les liens de causalité : c'est cette faculté de connaître *a priori* qui organise la connaissance.

Certes, comme Hume, Kant admet que nous ne pouvons avoir aucune certitude sur la vraie nature du monde « en soi » (la *Ding an sich*). Nous pouvons seulement avoir *l'intuition* de ce qu'est le monde. Mais cette intuition, par nature subjective (elle est la *Ding für mich*), est essentielle à la mise en forme par la

19 « Rien n'existe dans la conscience qui n'ait existé avant dans les sens » (Aristote)

pensée du concret : en tant que connaissance directe et immédiate d'une vérité qui se présente à la pensée avec la clarté d'une évidence, elle sert de principe et de fondement au raisonnement discursif.

Dostaler (2009, *op.cit.*) nous rappelle combien Keynes s'inscrit dans cette filiation kantienne. Pour lui, la connaissance « s'appuie en premier lieu sur ce qu'il appelle, « l'observation vigilante du fonctionnement réel du système » (lettre du 4 juillet 1938, JMK, 14, p.296) » (Dostaler, 2009, *op.cit.*, p.156). Toutefois « l'observation de la réalité ne suffit (...) pas à faire naître une théorie. Cette réalité est perçue à travers une grille de lecture, des catégories de l'entendement » (*ibid.*, p.157). En particulier, « à la conception orthodoxe en termes d'équilibre général intertemporel qui commençait à s'imposer dans les années trente, dans la foulée de Walras, Keynes oppose une approche en termes de causalité, inscrite dans un temps historique. Le temps historique s'oppose au temps logique (...). L'histoire est irréversible. Le passé est révolu. L'analyse économique doit partir d'une situation concrète donnée, dans laquelle les agents sont contraints par le résultat de décisions prises dans le passé. » (*Ibid.*)

Finalement « un des principaux instruments d'analyse est le modèle : « l'économie est une science qui pense en termes de modèles, cela associé à l'art de choisir les modèles qui sont pertinents au monde contemporain » (lettre à Harrod, 4 juillet 1938, JMK 14, p.296). (...) le progrès en économie consiste en une amélioration progressive dans le choix des modèles (...) [et] dans le choix d'un modèle, c'est l'intuition, l'imagination, et le bon sens du chercheur qui jouent le rôle principal. (...) Pour Newton comme pour Freud, pour Darwin comme pour Keynes, l'intuition, plutôt que l'induction, est la première étape dans le processus de connaissance. » (*Ibid.*, pp.159 – 161).

Pour Keynes, dans le débat qui nous occupe, il s'agit de proposer une théorie *générale* de l'emploi, capable de rendre compte de *l'intuition* que le chômage contemporain est « en soi » un chômage *involontaire*. Parce qu'elle est incapable d'en rendre compte, et parce que donc « *les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent ne pas être celles de la société économique où nous vivons réellement, [l']enseignement [de la théorie classique] ne peut donc être que trompeur et néfaste, si on prétend appliquer ses conclusions aux faits que nous connaissons.* » (Keynes, 1936, chapitre 1). Il convient de l'invalider et de lui substituer une théorie où l'on puisse dire « le chômage involontaire, à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le nierait?) » (Keynes (1936), 1982, p.42, mes italiques).

L'intuition s'impose donc comme une évidence pour le chercheur, qui doit alors lui faire une place dans la théorie, c'est-à-dire, dans le langage. Notre débat rebondit alors sur la question du langage.

2.2 Le concret pensé : la portée du langage

Deux fonctions du langage sont généralement proposées comme fonctions principales. Pour certains, *nous parlons parce que nous pensons* : nous parlons pour exprimer une vision du monde, pour dire les choses que nous voyons et que nous ressentons. La fonction principale du langage est donc celle d'*élaboration* ou de *représentation* de la pensée. Pour d'autres, *nous parlons parce que nous sommes des êtres sociaux et que nous avons besoin d'un outil de communication*. La fonction principale du langage est donc la fonction de communication, voire la seule véritable fonction du langage.

Concernant les langages formels de la science, cette querelle sur les fonctions du langage semble inadaptée, tant il apparaît que les deux fonctions y sont, peut-être davantage que dans les langages « ordinaires » intimement liées : que serait un langage-communication s'il n'avait pas un message à délivrer ? Cela est particulièrement vrai concernant les langages formels de la science, précisément parce que cette dernière est par excellence une activité de connaissance et de pensée : le langage formel est d'abord un outil nécessaire pour élaborer ou représenter la pensée scientifique, et il faut alors s'interroger sur la neutralité du langage dans cette opération, et les limites qu'il serait susceptible d'introduire dans le processus même d'intelligence du monde. Mais le langage scientifique est aussi une convention de communication au sein d'une communauté académique, une manière de concevoir un espace de dialogue : le scientifique ne se doit pas seulement d'être l'inventeur d'une interprétation nouvelle du monde, il doit encore pouvoir se faire le démonstrateur de la validité de son interprétation, et cela, il ne peut le faire que de l'intérieur du langage (quitte à ce que la validité de sa démonstration exige de remettre en cause la neutralité du langage et à plaider pour un déplacement ou une remise en

cause de la convention langagière de la communauté) : parler la même langue est à la fois le premier acte d'allégeance à une communauté, et la possibilité, par le dialogue ainsi rendu possible, de permettre l'émergence de la « vérité » par cette « communication des consciences ».

L'ensemble de ces éléments se retrouve en filigrane du débat qui nous intéresse.

2.2.1 *La légitimité et la prédominance du langage-communication : de l'académie à l'orthodoxie*

La démarche de Lucas, relayée par De Vroey, consiste, nous l'avons évoqué, à considérer que même si il y a de bonnes raisons de penser que le concept de chômage *involontaire* correspond à une « réalité » (à tel point qu'il relève, dans le langage et la conscience de l'homme ordinaire, du pléonasme), l'incapacité à traduire cette intuition du langage ordinaire dans les termes du langage scientifique (à en faire un concept dans le cadre des règles grammaticales constitutives du langage canonique) doit conduire à en faire le deuil. Encore une fois, les intuitions n'ont aucune valeur de connaissance, et ne sauraient s'imposer au langage académique, qui tire sa légitimité de son existence même et de ce qu'il est reconnu comme constitutif de la communauté même des économistes.

Le langage formel est donc en quelque sorte en « surplomb » et tout ce qui ne peut être dit (dans ses termes et dans le cadre de sa grammaire), doit être tu. On reconnaît, via l'influence qu'il a eu sur le Cercle de Vienne et le néo-positivisme (ou empirisme logique), la « première » philosophie du langage de Ludwig Wittgenstein, celle du *Tractatus logico-philosophicus*. Pour lui, C'est par la pensée, qui s'exprime par le langage, que l'on peut appréhender la forme logique du monde, c'est-à-dire considérer les rapports nécessaires entre les faits.

Le langage est l'ensemble des propositions qui articulent des signes élémentaires selon les règles de la syntaxe logique²⁰. Les signes élémentaires nomment les objets, et leur combinaison décrit leur articulation dans l'état des choses. Aussi la proposition peut-elle constituer l'image du fait. Mais, comme Frege et Russell avant lui, Wittgenstein conclut à l'opposition radicale entre dire et montrer : « Ce qui peut être montré ne peut être dit. » et « ce qui ne peut être dit, doit être tu ».

Ainsi on pourrait dire que pour Lucas, le chômage involontaire peut être « montré » (être révélé comme un fait d'évidence par l'intuition, voire être dit dans les termes du langage ordinaire), cela n'impose pas qu'il doive être « dit » dans les termes du langage formel, si cette production sémantique s'avère contradictoire avec les règles de grammaire qui définissent ce dernier. Il doit alors être tu.

Pour le jeune Wittgenstein, la philosophie (à l'âge de la science) a pour but « la clarification logique des pensées », par la révélation des mésusages du langage et le respect scrupuleux de la logique du langage formel et de ses structures. Ce qu'il y a *en dehors* du langage peut « être », mais dès lors qu'il n'existe pas dans le langage, relève des valeurs et des propositions éthiques et métaphysiques, et non des faits et de la connaissance.

Pour Lucas, le concept de chômage involontaire est vide de sens : il relève des valeurs et non des faits, et ne s'impose donc pas au théoricien et à son langage.

On comprend que cela renvoie à une vision très particulière des rapports entre langage et pensée. Le langage (formel) est la représentation de la pensée (scientifique), sa forme corporelle, et la pensée valide se construit, en tant qu'intériorité *dans* le langage : la pensée valide ne précède pas les mots qui peuvent la dire, mais au contraire ces mots (et la grammaire de leur utilisation logique) permettent à la pensée valide d'émerger, d'advenir, de s'accomplir. La pensée, hors de toute énonciation dans le cadre du langage canonique, n'existe pas comme pensée valide : l'incommunicable n'est pas de l'ordre de la pensée claire et n'est donc pas une pensée valide.

On comprend que c'est là donner une autorité et une légitimité de fait au langage, qui impose ce qu'il est, et les frontières qu'il dessine entre le dicible et l'indicible. Le langage académique, qui structure la communication au sein de la communauté des scientifiques, se fait ainsi orthodoxie. Il oublie ce faisant une fonction possible du langage qui est sa fonction métalinguistique, celle par où le langage sert à parler du langage lui-même, et à en mesurer la relativité.

20 cf. Lavalie (2001)

2.2.2 *Le jeu de langage comme habitude mentale et son déplacement : de l'hérésie à l'hétérodoxie*

La démarche de Keynes relève là encore d'une vision du langage alternative à celle incarnée par Lucas. Elle peut être avantageusement rapprochée cette fois du *second* Wittgenstein, celui des *Investigations Philosophiques*, où il explore le thème des « jeux de langage »²¹

Plus généralement d'ailleurs, elle renvoie à une conception des rapports de la pensée et du langage, où il est admis que ce dernier peut en quelque sorte « trahir » la première, où, en tous les cas le principal mésusage du langage qu'il convient de dénoncer c'est lorsqu'il n'autorise pas à dire ce qui correspond à un éprouvé, une intuition, à ne pas traduire ce qui relève du vécu de l'homme « ordinaire ».

Il n'est en l'occurrence pas faux, à propos du débat qui nous occupe, de parler d'un non-dit du vécu lorsque le langage de la théorie (néo)classique ne laisse pas de place à la notion de chômage involontaire (« si une telle chose existe, et qui le nierait ? »).

Bergson va jusqu'à dire que le vécu est, par la nature même du langage, presque toujours indicible, et que c'est en quelque sorte par un *arrachement* au langage, en traversant les limites qu'il met à notre intelligence du monde en limitant ce qu'il est possible d'en dire, qu'on parvient quand même, parfois, à dire le vécu.

Ainsi pour Keynes :

« Pendant un siècle ou plus l'Économie Politique a été dominée en Angleterre par une conception orthodoxe. Ce n'est pas à dire qu'une doctrine immuable ait prévalu, bien au contraire ; la doctrine a évolué progressivement. Mais ses postulats, son esprit, sa méthode sont restés étonnamment les mêmes et une remarquable continuité se distingue à travers les changements. C'est dans cette orthodoxie en constante évolution que nous avons été élevé. Nous l'avons étudiée, enseignée, commentée dans nos écrits et sans doute les observateurs superficiels nous rangent-ils encore parmi ses adeptes. Les futurs historiens des doctrines considéreront que le présent ouvrage procède essentiellement de la même - tradition. Mais nous-mêmes, en écrivant ce livre et un autre ouvrage récent qui l'a préparé, nous avons senti que nous abandonnions cette orthodoxie, que nous réagissions fortement contre elle, que nous brisions des chaînes et conquerrions une liberté. » (Keynes (1936), préface à l'édition française)

« La composition de cet ouvrage a été pour l'auteur un long effort d'évasion, une lutte pour échapper aux formes habituelles de pensée et d'expression ; et la plupart des lecteurs devront s'imposer un effort analogue pour que l'auteur parvienne à les convaincre. Les idées si laborieusement exprimées ici sont extrêmement simples et devraient être évidentes. La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous. » (Keynes (1936), préface à la première édition anglaise)

Le langage ne dit donc jamais ce qui *est*, mais ce qu'une culture, autrement dit une habitude mentale, une convention, fait voir de la réalité, en fonction de ce qui a toujours été utile aux membres de la communauté que le langage structure.

Cela ne signifie pas, néanmoins, que nous soyons destinés à rester *dans* le langage, dans le cadre mental qu'il nous impose. Bergson (1940) fait référence aux artistes, qui, comme les philosophes, parviennent à voir vraiment ce qui est, malgré les filtres que constituent le langage et la perception ordinaire. Finalement, ils le font avec le langage, en le mettant au service d'une intuition du monde. Tout se passe donc comme si, selon Bergson, à un moment donné le langage, qui n'est pas initialement destiné à dire ce qui *est*, mais uniquement à permettre l'action de l'homme dans le monde, et qui pour cela divise la réalité du vécu et classe ces divisions artificielles sous des concepts qui construisent un monde *efficace*, mais *artificiel* et parallèle au monde réel, se sublime et parvient à dire ce que l'intuition du philosophe (ou de l'artiste) lui fait voir de la réalité elle-même. Ce faisant, il transforme cette intuition en pensée et en conscience. Nous parlons d'abord parce que nous sommes des êtres insérés dans une communauté

21 l'idée que cette philosophie des jeux de langage ait pu influencer Keynes au cours du long processus de rédaction de la *Théorie Générale* constitue *d'hypothèse Wittgenstein* énoncée par Favereau (1989) et par nous discutée (2002)

sociale et culturelle donnée, où les membres ont d'abord des visées pratiques et techniques : chacun de nous parle donc dans une langue précise et voit le monde à travers la grille de lecture qu'elle représente. Cette aliénation de la conscience dans le langage est nécessaire à la pensée elle-même, mais le destin ultime du langage peut être de dénoncer cette aliénation à ceux là même qui en sont les victimes inconscientes, si c'est là la condition pour aller vers plus de conscience du vécu et de la réalité.

Le parallèle avec la démarche de Keynes nous paraît saisissant :

« Ce livre s'adresse surtout à nos confrères économistes. Nous souhaitons qu'il puisse être intelligible à d'autres personnes. Mais il a pour objet principal l'étude de questions théoriques difficiles et il ne traite qu'à titre subsidiaire l'application de la théorie aux faits. Car, s'il y a des erreurs dans l'économie orthodoxe, elles doivent être cherchées non dans sa superstructure qui a été édifiée avec un grand souci de cohérence logique, mais dans ses prémisses qui manquent de clarté et de généralité. Nous ne pouvons donc atteindre notre but, qui est de persuader les économistes de procéder à un nouvel examen critique de leurs hypothèses fondamentales, qu'au prix d'un raisonnement très abstrait et aussi de controverses multiples. Nous aurions souhaité que celles-ci fussent moins nombreuses. (...) La question en jeu est d'une importance qu'on ne saurait exagérer. Mais, si nos explications sont justes, ce sont nos confrères économistes et non le grand public qu'il nous faut d'abord convaincre. Au stade actuel de la discussion le grand public, encore qu'il soit le bienvenu au débat, ne peut qu'assister aux efforts par lesquels un économiste tente de mettre fin aux profondes divergences de vue qui séparent ses confrères, divergences qui ont actuellement enlevé à la théorie économique presque toute son influence pratique et qui continueront à le faire jusqu'à ce qu'on leur ait apporté une solution. » (Keynes (1936), préface à la première édition anglaise)

C'est ainsi que Keynes définit la théorie classique comme une «orthodoxie»: l'activité de production de connaissances en économie se fait autour d'un jeu de langage, et ce jeu de langage définit une orthodoxie dès lors que

«de théoricien ne perçoit plus, du fait de son langage théorique²² ce que "l'homme ordinaire perçoit", mais sans disposer des mots pour se faire entendre du théoricien, en l'absence d'un espace conceptuel où les deux puissent débattre» (Favereau (2005),p. 3)

L'orthodoxie est donc définie comme un langage savant qui s'isole du sens commun, du langage ordinaire. Plus précisément,

«l'orthodoxie économique – le langage que parlent les économistes – n'est pas constituée par ce qu'ils disent, mais par ce *qu'ils ne disent pas*, ce dont ils ne peuvent parler, ce dont ils n'ont même pas conscience de ne pouvoir parler. [...]. [Au total,] Voici donc une caractérisation précise du langage-orthodoxie selon Keynes: *il y a un objet qui devrait être dedans – et qui est dehors*. Il est dehors, non au niveau du vocabulaire de la théorie, mais au niveau de sa sémantique: s'il est vrai qu'on peut le nommer dans le langage (le jeune rival de Keynes, Pigou, développait dans les années 1930 une imposante théorie néoclassique du chômage...), on ne peut le penser qu'en le dénaturant (...la théorie de Pigou n'est qu'un avatar d'une théorie du chômage volontaire). [...] Keynes venait de découvrir que la théorie économique de son temps ne retenait pas pour objet ce que le sens commun appelle "chômage" (involontaire), bien que le mot "chômage" figurât dans son vocabulaire. L'objectif d'explication du chômage passait dès lors par un préalable: l'objectif de réintégration du chômage (involontaire) comme objet théorique, à expliquer par la communauté professionnelle des économistes. (*Ibid.*, p. 4 à 9).

Ainsi, suivant Keynes:

«En dehors du chômage de "frottement" et du chômage "volontaire", il n'y a place pour aucune autre sorte de chômage. Les postulats classiques n'admettent pas la possibilité d'une troisième catégorie [...] le chômage involontaire [...] Aussi longtemps que les postulats classiques restent valables, le chômage involontaire [au sens strict du terme] ne peut exister. Le chômage *apparent* ne peut donc être que le résultat ou de la perte temporaire de travail de la main d'œuvre "à reclasser" ou du caractère intermittent de la demande portant sur certaines ressources hautement spécialisées ou de l'effet sur l'emploi de la main d'œuvre libre d'un "closed chop" imposé par un syndicat. Les écrivains de tradition classique *ayant ignoré* l'hypothèse spéciale qui se

22 et éventuellement de sa formalisation: la critique du langage savant est aussi chez Keynes critique du langage formel.

trouvait à la base de leur théorie, ont été amenés à la conclusion inévitable et parfaitement logique dans cette hypothèse que le chômage apparent [...] ne peut être du en définitive qu'au refus des facteurs inemployés d'accepter une rémunération en rapport avec leur productivité marginale. Un économiste classique peut considérer avec sympathie le refus de la main d'œuvre d'accepter une amputation du salaire nominal, il admettra qu'il peut n'être guère sage de l'obliger à s'adapter à des conditions qui ont un caractère temporaire, mais *la probité scientifique* l'oblige à déclarer que ce refus n'en est pas moins la cause profonde du mal. Cependant si la théorie classique n'est applicable qu'au cas du plein emploi, il est évidemment trompeur de l'appliquer aux problèmes du chômage involontaire, à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le nierait?) [...] Il est indispensable qu'on se débarrasse du second postulat de la doctrine classique et qu'on élabore le comportement d'un système où le chômage involontaire au sens strict du mot est possible. [C'est pourquoi] Ce livre s'adresse surtout à nos confrères économistes [...] notre but [...] est de persuader les économistes de procéder à un nouvel examen critique de leurs hypothèses fondamentales [...] La question en jeu est d'une importance qu'on ne saurait exagérer. Mais, si nos explications sont justes, ce sont nos confrères économistes et non le grand public qu'il nous faut d'abord convaincre.» (Keynes (1936), 1982, p. 35, puis p. 41-42 et enfin, p. 9, mes italiques)

C'est qu'il y a chez Keynes, nous affirme Olivier Favereau, une apologie du sens commun, du langage ordinaire, face aux dangers des langages formels, qui menacent le discours savant sur l'économie:

«ce qui conforte le plus l'hypothèse Wittgenstein sera la mise en lumière [...] d'une thèse keynésienne, quelque peu négligée, sur la prééminence scientifique du langage ordinaire, en dernière instance.» (Favereau (2005), p.8).

Ainsi:

«Nous nous partageons en deux groupes [...] D'un côté il y a ceux qui croient que le système existant est, à long terme, un système auto-équilibrant, bien qu'avec des craquements [...] De l'autre côté du gouffre sont ceux [(les hérétiques)] qui rejettent l'idée que le système existant est, en un sens raisonnable, auto-équilibrant. Les hérétiques d'aujourd'hui croient que l'observation courante suffit à montrer que les faits ne se conforment pas au raisonnement orthodoxe. Ils proposent des remèdes que leur suggèrent l'instinct, le flair, etc. [...] mais ils n'ont pas impressionné. Or je me range, quant à moi, parmi les hérétiques. Je pense que leur flair et leur instinct les conduisent vers la bonne solution» (Keynes (1934), 2002 p.217-220)

L'hérésie devait donc devenir hétérodoxie, en trouvant les moyens de *dire* l'indicible, c'est-à-dire en faisant pénétrer le langage ordinaire dans le langage savant. Élargissant ainsi la vision du monde réel autorisée par les paraboles théoriques, elle conduit à bâtir une théorie «générale» autorisant la description des situations de plein emploi tout comme les situations de chômage (involontaire). Cette théorie, parce que plus «générale» dans son appréhension du monde et sa prise en compte du langage ordinaire, invalide dès lors la théorie classique, et se substitue à elle, de manière à rendre à la théorie économique son efficacité pratique.

Il faut pour cela repérer l'hypothèse minimale à lever pour autoriser cette intrusion. Cette hypothèse minimale (fondamentale), pour Keynes, on le sait, est le postulat de Say. Une fois levée, c'est tout l'édifice classique qui s'en trouve balayé:

«C'est donc l'hypothèse de l'égalité entre le prix de demande de la production dans son ensemble et de son prix d'offre qui doit être regardé comme le "postulatum d'Euclide" de la théorie classique. Cette hypothèse une fois admise, tout le reste en découle; les avantages sociaux de l'épargne privée et nationale, l'attitude traditionnelle vis-à-vis du taux de l'intérêt, la théorie classique du chômage, la théorie quantitative de la monnaie, les avantages inconditionnels du Laissez-faire dans le commerce extérieur et beaucoup d'autres choses que nous devons mettre en doute» (Keynes (1936), 1982, p.46-47)

Ce faisant, il ne s'agit pas de produire le concept de chômage involontaire *au sein* de la théorie néoclassique en continuant d'accepter son langage formel, ses prémisses, sa syntaxe et sa sémantique. Il s'agit bien de construire une *hétérodoxie*, définie comme extérieure et opposée à une *orthodoxie* elle-même définie par ce qu'elle ne peut pas dire alors qu'elle devrait le dire: l'existence *concrète* du chômage involontaire (*i.e.* ne se réduisant pas en en dernière instance au comportement de l'offreur de travail). Cette existence, révélée à l'intuition du sens commun, et véhiculée par le langage ordinaire, doit s'imposer au langage savant.

Si la cohérence cachée de l'orthodoxie est à rechercher dans l'exclusion du chômage involontaire²³, il n'y a évidemment pas lieu de s'étonner qu'en restant à l'intérieur du langage standard, dans les limites sémantiques qu'il impose, les économistes keynésiens aient alors échoué à produire un résultat sur ce point, puisque le langage, d'emblée, en écarte la possibilité. Pas étonnant non plus qu'au final une telle démarche ait conduit à une déconstruction de la catégorie de chômage tout court, puisque celle-ci était produite dans un contexte théorique visant précisément à dénoncer les limites du langage savant et à lui imposer l'intuition (issu du sens commun de l'homme ordinaire) du caractère involontaire du chômage. Pour le dire d'une autre manière, le débat dont il s'agit, et tel qu'il a été initié par Keynes, est un débat qui ne peut logiquement se réduire à un affrontement entre des théories distinctes, mais relevant d'un même langage théorique. L'opposition entre théorie classique et théorie générale, n'est pas dans l'esprit de Keynes, une opposition entre deux théories concurrentes au sein d'une même structure paradigmatique. Le débat que veut inaugurer Keynes se situe au niveau du langage théorique lui-même, et à la manière conséquente de penser le monde et de le dire²⁴ :

«La composition de cet ouvrage a été pour l'auteur un long effort d'évasion, *une lutte pour échapper aux formes habituelles de pensée et d'expression*; et la plupart des lecteurs devront s'imposer un effort analogue pour que l'auteur parvienne à les convaincre». (Keynes (1936), préface de la première édition anglaise, 1982 p.11)

Or, comme le souligne Favereau (2005, p.4):

«l'intuition la plus profonde de Keynes est qu'on ne critique pas un langage théorique comme on critique une théorie, en proposant "simplement" une alternative: ici un autre langage.
- D'abord on ne fabrique pas seul un nouveau langage (argument de l'impossibilité d'un langage privé) alors qu'on peut fabriquer une nouvelle théorie tout seul [...]» (Favereau (2005), p.4)

Rappelons en effet la démarche revendiquée par Keynes:

«Ce livre s'adresse surtout à nos confrères économistes [...] nous ne pouvons donc atteindre notre but qui est de *persuader les économistes de procéder à un nouvel examen critique de leurs hypothèses fondamentales* qu'au prix d'un raisonnement *très abstrait* [...] Si nos explications sont justes, ce sont nos confrères économistes et non le grand public qu'il faut d'abord convaincre» (Keynes (1936), préface à la première édition anglaise, 1982, p.9)

Puis:

«- ensuite, pour Keynes [reprend Favereau]), le langage (je veux dire l'orthodoxie) conditionne les structures mentales plus lourdement encore que ne le ferait, par exemple, le "paradigme" pour Kuhn». (Favereau (2005), p.4)

Ainsi,

«Pendant un siècle ou plus l'Économie Politique a été dominée en Angleterre par une *conception orthodoxe*. *Ce n'est pas à dire qu'une doctrine immuable ait prévalu, bien au contraire: la doctrine a évolué progressivement. Mais ses postulats, son esprit, sa méthode, sont restés étonnamment les mêmes et une remarquable continuité se distingue à travers les changements.* C'est dans cette orthodoxie en constante évolution que nous avons été élevé. Nous l'avons étudiée, enseignée, commentée dans nos écrits et sans doute les observateurs superficiels nous rangent-ils encore parmi ses adeptes. Les futurs historiens des doctrines considéreront que le présent ouvrage procède essentiellement de la même tradition. Mais, nous-mêmes, en écrivant ce livre [...] nous avons senti que nous abandonnions cette orthodoxie, que nous réagissions fortement contre elle, que nous brisions des chaînes et conquerrions une liberté» (Keynes (1936), préface pour l'édition française, 1982, p. 5)

23 Favereau (2005), p.5.

24 Favereau (2005) mentionne, à juste raison, que ce n'est qu'exceptionnellement que le débat scientifique se situe au «méta-niveau» du langage théorique lui-même. Outre le cas Keynésien, qui en fait la singularité au XXe siècle, il cite, pour le XIXe siècle la critique de Marx («qui se situe aussi certainement au niveau du langage»), «de même, probablement, que «l'apport de Walras».

et

«La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, elle est d'échapper aux idées anciennes qui ont poussé leurs ramifications dans tous les recoins de l'esprit des personnes ayant reçu la même formation que la plupart d'entre nous» (*ibid.*, préface à la première édition anglaise, p.11)

Il s'agit donc pour Keynes de montrer que la perte d'efficacité pratique de la science économique provient non pas que de ce que la doctrine courante sur le chômage (par exemple du professeur Pigou) soit inadaptée, et qu'il conviendrait de la critiquer au moyen d'une autre doctrine, dans un espace conceptuel commun, qui serait celui de la théorie (néo)classique telle qu'elle se définit et se délimite par ses postulats fondamentaux. Il s'agit de porter le débat, aux yeux des économistes eux-mêmes, au niveau de ces prémisses mêmes, au niveau du langage théorique, pour en souligner le caractère conventionnel, souligner que l'activité scientifique se réduit à un jeu de langage, et définir l'économie *conventionnelle* comme économie *orthodoxe*, définie négativement par le fait que ses prémisses, postulés et plus jamais discutés depuis que «Ricardo conquiert l'Angleterre aussi complètement que la Sainte Inquisition avait conquis l'Espagne»²⁵, lui interdisent de rendre compte du «chômage involontaire au sens strict du terme». Il s'agit finalement de s'inscrire hors de ce langage, en hétérodoxe, non pour se marginaliser, mais pour convaincre les économistes de remettre en causes leurs prémisses, et d'élargir leur vision du monde, de manière à redéfinir un espace conceptuel «plus général», qui fasse place à ce que le sens commun perçoit, à ce que le langage ordinaire sait dire, mais à ce que les paraboles théoriques de l'orthodoxie excluent par construction. L'orthodoxie étant définie par ce qu'elle ne dit pas et qu'elle devrait dire, l'hétérodoxie se définira comme voulant introduire au sein du langage savant le sens commun, l'intuition, ici le chômage involontaire.

Pour ce faire, il ne s'agit pas de construire *ex nihilo* un langage alternatif, qui ne pourrait être qu'un langage privé, dénué de toute légitimité *a priori*, et dénué finalement de la qualité même de langage. Il s'agit de se situer en surplomb du jeu de langage savant autour duquel s'organise l'activité scientifique, d'en révéler aux yeux de tous le caractère limité, borné dans son appréhension du monde, d'isoler le postulat fondamental, le postulat d'Euclide, qui charpente l'ensemble, et d'amener les économistes à le remettre en cause, à «conquérir leur liberté», devant la démonstration de ce que ce postulat, et les prémisses qu'il induit «se trouvent ne pas [rendre compte des caractéristiques] de la société économique où nous vivons réellement»²⁶

L'hétérodoxie n'est donc qu'une posture logique qui introduit l'hérésie dans le débat scientifique, en situant celui-ci au méta-niveau d'un débat sur le langage scientifique, et en caractérisant l'économie conventionnelle comme orthodoxie, première étape nécessaire au déplacement/élargissement du jeu de langage.

2.3 Le retour au réel par l'action pratique : performativité et efficacité pratique des énoncés

2.3.1 déconstruction de la catégorie de chômage et basculement des politiques de l'emploi

Parmi les fonctions du langage que semblent négliger l'approche «à la Lucas», il y a, outre la fonction métalinguistique à laquelle nous venons de consacrer de longs développements, la fonction dite «performative», mise au jour par Austin (*Quand dire c'est faire*)

Admettons en effet que l'on fasse fi, en amont de la réflexion analytique, du rôle de l'intuition dans le processus de découverte scientifique, et que, dès lors que l'on ne peut *dire*, dans les termes du langage formel en vigueur, un concept (dont on a pourtant l'intuition qu'il correspond à un objet *concret*)), on admette qu'il faille le *taire*.

Quid alors, en aval, particulièrement dans le cas qui nous occupe, des politiques publiques? Car le but

25 Keynes (1936), 1982, p.56.

26 Keynes (1936), 1982, p.29.

du discours théorique ne peut pas être de ne rendre compte que des «faits stylisés» (il existe du chômage de masse) au moyen de la construction de pures paraboles. Il est aussi (c'est tout particulièrement le cas pour la question du chômage) de *diagnostiquer pour agir*, à tel point d'ailleurs que la capacité à agir efficacement peut être vue comme un critère de validation empirique (dans le cadre d'une approche relevant d'un certain *pragmatisme*²⁷). Or le contenu du diagnostic (et donc la manière de *penser* et *dire* le concret, de dépasser la pure stylisation des faits perçus) n'est évidemment pas neutre sur les modalités de l'action (ou de l'inaction) publique.

En l'occurrence, sur le sujet qui nous concerne, le processus de re-volontarisation de la catégorie de chômage, et, au-delà, la déconstruction de la catégorie elle-même²⁸, n'est évidemment pas sans influence sur les politiques sociales et de l'emploi mises en œuvre (développement des injonctions de maintien de l'employabilité, activation des dépenses de l'emploi, individualisation du rapport à la trajectoire professionnelle et à sa «sécurisation»,...)

La réponse de Michel de Vroey consiste à penser que l'on a tort de passer d'un «monde» à l'autre, et qu'il ne faut pas déduire des propositions correctement établies dans le «fictitious theoretical world» des propositions d'action pour le monde réel. Or, outre que c'est ce qui est évidemment régulièrement fait, à quoi servirait, dans l'hypothèse inverse, la construction de ces paraboles fictives (si ce n'est pour penser le réel à partir de son abstraction, pour y retourner par l'action)? Nous l'avons dit, nous référant à Bergson, nous parlons parce que c'est utile, de manière à nous «rendre maîtres et possesseurs de la Nature» (Descartes, *Discours de la méthode*).

2.3.2 La posture « pragmatiste » de Keynes

Et que faire si, devant le constat qu'en l'absence d'une conceptualisation réussie du CI les politiques de l'emploi et les politiques économiques sont systématiquement erronées (au point que «la théorie économique a perdu toute efficacité pratique»²⁹) N'y a-t-il pas d'autres solutions que d'affirmer que le concept de chômage «involontaire au sens strict du terme» reste essentiel à penser? N'est ce pas alors la théorie, et les limites du langage formel qui en est la matrice qu'il faut questionner?

C'est bien, semble-t-il, tout le contenu de la démarche de Keynes qui, dans sa définition de l'économie (et spécifiquement de l'économie «orthodoxe») comme un jeu de langage³⁰ souligne son impact sur la culture économique des praticiens, et leur manière, en conséquence, d'envisager l'action pratique³¹. Or si celle-ci se révèle sans efficacité, c'est bien à ces schémas mentaux qu'il faut revenir pour désobjectiver la portée du langage, en souligner les limites, l'élargir de manière à faire entrer l'intuition portée par le langage ordinaire dans le langage savant:

«La théorie classique, laquelle a été à la base de notre formation [...], gouverne dans la présente génération, tant sur le plan pratique que sur le terrain doctrinal, la pensée économique des milieux dirigeants et universitaires, comme elle l'a gouvernée au cours des cent dernières années. Nous démontrerons que les postulats de la théorie classique ne s'appliquent qu'à un cas spécial et non au cas général, la situation qu'elle suppose étant à la limite des situations d'équilibre possibles. Au surplus les caractéristiques du cas spécial auquel cette théorie s'applique se trouvent ne pas être celles de la société économique où nous vivons réellement. Son enseignement ne peut donc être que trompeur et néfaste, si on prétend appliquer ses conclusions aux faits que nous connaissons.» (Keynes (1936), 1982, p. 29)

Qu'il nous soit aussi permis de reprendre dans son intégralité la citation déjà donnée de Keynes:

27 Cf. Lavalie (2002).

28 Cf. notamment Gautié (2002).

29 Keynes (1936), préface de la première édition anglaise, 1982, p.9.

30 Cf. Lavalie (2001).

31 «Les hommes d'action qui se croient parfaitement affranchis des influences doctrinales sont d'ordinaire les esclaves de quelque économiste passé. Les visionnaires influents, qui entendent des voix dans le Ciel, distillent des utopies nées quelques années plus tôt dans le cerveau de quelque écrivain de faculté [...] les idées que les fonctionnaires, les hommes politiques et même les agitateurs appliquent à la vie courante ont donc peu de chances d'être les plus neuves. Mais ce sont les idées et non les intérêts constitués qui, tôt ou tard, sont dangereuses pour le bien comme pour le mal.» (Keynes (1936), 1982 p. 376)

«Si la théorie classique n'est applicable qu'au cas du plein emploi, il est évidemment *trompeur et néfaste de l'appliquer aux problèmes du chômage involontaire*, à supposer qu'une pareille chose existe (et qui le nierait?). Les théoriciens de l'école classique ressemblent à des géomètres Euclidiens qui, *se trouvant dans un monde non euclidien et constatant qu'en fait les lignes droites qui semblent parallèles se coupent fréquemment, reprocheraient aux lignes leur manque de rectitude, sans remédier autrement aux malheureuses intersections qui se produisent. En vérité, il y a pas d'autre remède que de rejeter le postulat d'Euclide et de construire une géométrie non euclidienne. Une opération de ce genre est aujourd'hui nécessaire dans le domaine de la science économique.* Il est indispensable qu'on se débarrasse du second postulat de la doctrine classique et qu'on élabore le comportement d'un système où le chômage involontaire au sens strict du mot est possible.» (*Ibid.*, p. 42)

Références

- Austin, John Langshaw (1962), *Quand dire c'est faire*, Le Seuil, 1970. (Traduction par Gilles Lane de *How to do things with Words: The William James Lectures delivered at Harvard University in 1955*, Ed. Urmsion, Oxford, 1962)
- Beraud, Alain (2012), « Le chômage involontaire : naissance et mort d'un concept », in Lavalie (2012)
- Bergson, Henri (1938), *La Pensée et le Mouvant*, PUF
- Bergson, Henri (1940), *Le Rire*, PUF, coll. Quadrige
- Chauvire, Christiane (2003), *Voir le visible : la seconde philosophie de Ludwig Wittgenstein*, PUF : Collection « Philosophies », Paris.
- Coates John (1996), *The claims of Common Sense : Moore, Wittgenstein, Keynes and the Social Sciences*, Cambridge University Press, Cambridge.
- Davis, John B. (1994), *Keynes's Philosophical Development*, Cambridge University Press, Cambridge
- De Vroey, Michel (1997), "Involuntary Unemployment: the missing piece in Keynes's General Theory", *The European Journal of the History of Economic Thought.*, 4 (2), summer: pp. 258 – 283.
- De Vroey, Michel (2004), *Involuntary Unemployment: the elusive quest for a theory*, Routledge Frontiers of Political Economy, London and New York.
- De Vroey, Michel (2005), « Involuntary Unemployment: the elusive quest for a theory », Université Catholique de Louvain: *Discussion Papers* 2005-04.
- De Vroey, Michel (2009), *Keynes, Lucas : d'une macroéconomie à l'autre*, Dalloz.
- De Vroey, Michel (2012), « Chômage involontaire, chômage de recherche. deux paradigmes alternatifs » in : Lavalie (2012a)
- Deleplace, Ghislain (2012), «Que perd-on en abandonnant la notion de chômage involontaire ? », in : Lavalie (2012a)
- Dostaler, Gilles (2009), *Keynes et ses combats*, Albin Michel.
- Favereau, Olivier (1985), "L'incertain dans la révolution keynésienne: l'hypothèse Wittgenstein", *Economies et Sociétés : série PE (Oeconomia)*, n°3, pp.29-72.
- Favereau, Olivier (1988), « La Théorie Générale : de l'économie conventionnelle à l'économie des conventions », *Cahiers d'Economie Politique*, n°14 - 15, pp.197 – 220.
- Favereau, Olivier (2005), « Quand les parallèles se rencontrent : Keynes et Wittgenstein, l'économie et la philosophie », *Revue de Métaphysique et de Morale*, n° spécial « Economie et Philosophie »
- Gautié, Jérôme (2002), « De l'invention du chômage à sa déconstruction », *Genèses*, n°46, Mars, pp.60-76.
- Hutchinson, Terence W. (1978), « The Keynesian Revolution and the History of Economic

Thought », chap.5 de *On Revolutions and Progress in Economic Knowledge*, Cambridge University Press, Cambridge.

- Keynes, J.M. (1936), *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, Paris : Petite Bibliothèque Payot, 1982.
- Lavalie, Christophe (1997), « Projet pragmatique et projet radical chez Keynes : la portée du chapitre 17 de la *Théorie Générale* », *Revue Economique*, 48 (4), juillet, pp.937 – 964.
- Lavalie Christophe (2001), « L'épistémologie de Keynes et "l'hypothèse Wittgenstein" : la cohérence logique de la Théorie Générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie », *Cahiers d'Economie Politique*, n°38, printemps
- Lavalie, Christophe (2002) « Légitimité du discours classique et légitimation de la Théorie Générale: l'épistémologie pragmatiste de Keynes », *Sciences de la Société*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, n° 55
- Lavalie, Christophe (2007) « Y a –t-il des lois naturelles en économie ? Histoire et portée du concept de « taux de chômage naturel », in : *Y a-t-il des lois en économie ?*, études coordonnées par Arnaud BERTHOUD, Bernard DELMAS et Thierry DEMALS, Presses Universitaires du Septentrion, hors collection, 2007, 650 pages, pp 441-461
- Lavalie, Christophe (2012a) (ss.la dir. de), *Repenser le travail et ses régulations*, Presses Universitaires François Rabelais, hors collection, 2012
- Lavalie, Christophe (2012b), « Penser le chômage involontaire : l'exigence logique d'une posture hétérodoxe », in Lavalie (2012a)
- Marx, Karl (1857), « La méthode de l'économie politique », in : *Contributions à la critique de l'économie politique*, Œuvres, Economie, Paris : NRF, Bibliothèque de la Pléiade, tome 1, 1969, pp. 254 – 263.
- Mounin, Georges (1968), *Clefs pour la linguistique*, Seghers.
- Muniesa Fabian et Michel Callon (2009), « La performativité des sciences économiques », in : Philippe Steiner et François Vatin (ss. La dir. de), *Traité de sociologie économique*, PUF, coll. Quadrige.
- Salais, Robert, Nicolas Baverez et Bénédicte Reynaud (1986), *L'invention du chômage*, Paris : PUF.
- Wittgenstein, Ludwig (1921), *Tractatus logico-philosophicus*, trad. G. G. Granger, Gallimard, 2001
- Wittgenstein, Ludwig (1954), *Investigations philosophiques*, trad. G. G. Granger, Gallimard, 2001